

## Obstruction inutile

**Les députés UMP ont fait preuve d'une mauvaise foi confondante pour tenter de s'opposer au projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe.**

A la tribune de l'Assemblée, Jean-Jacques Urvoas, président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, a méthodiquement démonté les « arguments » de parlementaires qui n'ont pas hésité à agiter les peurs et à rabaisser leur propre rôle d'élus de la nation.

En premier lieu, l'UMP a voulu empêcher le Parlement de débattre de ce projet en expliquant qu'il fallait avoir recours à un référendum. Jean-Jacques Urvoas, fin connaisseur du droit constitutionnel, a clairement expliqué que les réformes sociétales n'entrent pas dans le cadre de l'article 11 de la constitution.

**« Juridiquement, la voie que vous avez choisie est une impasse. Je suis convaincu que vous en êtes persuadés, mais que, par pur opportunisme, vous feignez de l'ignorer. Pourquoi ? Parce que c'est votre majorité, en 1995, qui a apporté la réponse. Jacques Chirac est le dernier président de la République à avoir engagé une révision constitutionnelle pour élargir l'article 11. Et puisque ce ne sont pas nos arguments qui arrivent à vous faire douter, je vais en appeler à des membres de votre majorité de l'époque ».**

Jean-Jacques Urvoas a rappelé qu'en 1995, un amendement visant à ouvrir le référendum aux questions de société avait été déposé. Jacques Toubon, garde

des sceaux de l'époque, avait répondu : **« Non, nous ne ferons pas cela, parce que nous considérons qu'il ne faut pas se risquer sur ce terrain, de peur de remettre en cause les principes fondamentaux reconnus par le Conseil constitutionnel et par l'ensemble des textes, depuis le Préambule de 1946. Cela ferait courir un très grand risque à l'équilibre des institutions et aux libertés dont bénéficient les Français, et nous nous y refusons ».**

Il était tout de même paradoxal que des élus de la nation refusent de débattre d'un texte expliquant qu'ils ne disposaient pas de la légitimité nécessaire pour le faire. Car, l'ouverture du mariage pour les personnes du même sexe faisait partie des propositions de François Hollande et les Français qui ont voté pour lui connaissaient son engagement n°31.



« Un référendum est impossible »

Devant une démonstration aussi nette les députés du groupe UMP ont voulu prêter des arrière-pensées à la majorité en évoquant la GPA (gestation pour autrui). Mais, une fois encore, la manœuvre a échoué, puisque la GPA ne fait pas partie des projets du gouvernement. 🗳️

**CAP  
FINISTÈRE**

26 B, rue Aristide-Briand  
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 7/02/2013



### Dossier de la semaine

**2013 : la feuille de route**



### Vie de la Fédération

**UESR : vers les municipales**



### Interview

**La Françafrique, c'est fini**  
Avec Sandrine Lemare-Boly

## Liaisons dangereuses

Entre la droite décomplexée et l'extrême-droite, il n'y a qu'un pas que certains élus de l'UMP n'hésitent plus à franchir. En signant avec les députés du FN une proposition de loi visant à reconnaître le « génocide vendéen », une partie des députés de droite a clairement montré la voie qu'ils veulent emprunter. Il y a déjà eu dans l'Histoire des tentatives de ce type, en particulier pour conserver des régions. Mais, c'est la première fois qu'aucun dirigeant de la droite ne s'élève contre cette collusion.

Et demain, de quoi s'agira-t-il ? Après avoir appelé aux mêmes manifestations contre le mariage pour tous, allons-nous voir des cortèges FN/UMP pour dénoncer le droit de vote des étrangers aux élections locales ?

## Au service des sections



La journée des secrétaires et trésoriers de sections a permis aux secrétaires fédéraux, en poste depuis le mois de décembre, de présenter leurs feuilles de route et de rappeler aux cadres du PS qu'ils sont à leur disposition pour les aider à développer leurs sections.

C'est le message qu'a délivré Franck Respriget, secrétaire fédéral en charge du suivi des sections, animateur de cette matinée d'échanges.

Emmanuelle Bénard, secrétaire fédérale aux ateliers militants du changement, a insisté sur l'importance d'organiser des temps de rencontre et de réflexion, de manière à ne pas toujours être soumis à la contrainte de l'immédiateté, à la pression de l'actualité. C'est pour cette raison que la Fédération souhaite lancer un travail de réflexion à long terme, pour expliquer ce que nous vivons au quotidien, et comprendre les évolutions de la société. Mais aussi pour nous projeter dans dix ou vingt ans et inventer les utopies qui seront les réalités de demain. La secrétaire fédérale aux ateliers militants du changement a également insisté sur la part que chacun doit prendre pour faire évoluer la société. « Le changement passe, bien sûr, par des modifications législatives mais il ne faut pas tout attendre de la loi. Les négociations, les conflits, les changements de comportement de chacun permettront aussi de faire changer la société. »

Cela passe naturellement par une meilleure formation des adhérents. « La Fédération a pour ambition de former, au sein de l'université permanente fédérale, un peu plus de 150 adhérents durant ce mandat », a précisé Étienne Valois. Il s'agira à la fois de formations théoriques, sur l'histoire et le fonctionnement du PS mais aussi l'économie ou les questions de société. Mais il s'agira également de formations pratiques pour la prise de parole en public ou la rédaction de journaux, de tracts ou de communiqués de presse.

« Nous allons donner des outils militants aux sections pour qu'elles puissent aller à la rencontre des électeurs », a annoncé Leïla Delefortrie, secrétaire fédérale à la mobilisation militante.

# 2013 : la feuille de route

**Comment les adhérents du Parti Socialiste peuvent-ils, le plus efficacement possible, soutenir l'action du président de la République et du gouvernement de Jean-Marc Ayrault ? Et comment faire de 2013 une année utile pour le PS et pour la gauche ? Tel était l'enjeu des discussions pour la première rencontre fédérale des cadres du PS dans le Finistère, depuis le congrès de Saint-Pol-de-Léon, le 2 février au centre de la mer à Moulin-Mer, à Logonna-Daoulas.**



Le PS soutient le gouvernement et anticipe

« La priorité du gouvernement est l'emploi », a insisté le premier secrétaire fédéral, Marc Coatanéa. « C'est pour cette raison que 100 000 emplois d'avenir et 500 000 contrats de génération vont être créés », a-t-il rappelé. Il ne faut donc pas, comme on peut l'entendre parfois, opposer réformes sociétales et réformes économiques. « Les deux vont de pair », a indiqué Marc Coatanéa, « comme toujours ». François Mitterrand a aboli la peine de mort et abaissé la retraite à 60 ans. Lionel Jospin a créé le PACS et mis en place les 35 heures. Cependant, il faut reconnaître que le pays n'est pas dans la même situation qu'en 1997. La croissance n'est plus à 3% et il faut beaucoup plus d'efforts pour reconquérir la compétitivité. Mais avec François Hollande, les droits et les libertés progresseront comme la justice sociale.

Pour les secrétaires de section du PS qui se sont longuement exprimés à Logonna-Daoulas, le gouvernement de Jean-Marc Ayrault va dans la bonne direction. Les engagements du président de la République sont mis en œuvre, les uns après les autres. Il reste sans doute à améliorer la communication et l'explication des décisions prises par l'exécutif. Les secrétaires de

section sont en attente d'argumentaires pour pouvoir expliquer les enjeux et les détails des grandes réformes.

À côté de ce soutien, au quotidien, de l'action du gouvernement, le parti doit également se projeter dans l'avenir et ouvrir des lieux de dialogues avec les Français. C'est toute l'ambition des *Ateliers du changement*, qui ont débuté à Brest, le 7 février.

C'est dans ce contexte que le Parti Socialiste aborde la préparation des élections municipales qui se dérouleront en 2014.

« Les municipales de 2008 avait été un mauvais cru pour la gauche qui avait perdu trop de villes moyennes, en raison de ses divisions ». Pour Marc Coatanéa, il convient, dès maintenant, d'entamer des discussions sur les projets municipaux, avec toutes les composantes de la gauche qui acceptent de participer à la gestion municipale. « La division est mortifère pour la gauche et nous savons que les électeurs n'acceptent pas les arrangements d'entre deux tours. Pour nous c'est dès le premier tour que nous devons nous présenter devant les électeurs. » D'ailleurs, rappelle le premier secrétaire fédéral du PS, « ce sont toujours eux qui ont le dernier mot et qui décident ».



Les secrétaires et trésoriers de sections

Face à une Droite conservatrice et crispée qui refuse tout progrès et qui préfère jouer l'obstruction, le Parti Socialiste doit être mobilisé pour expliquer aux Français le sens des réformes engagées par la majorité et être, toujours, à leur écoute. C'est en remplissant cette double mission que l'année 2013 sera vraiment utile pour la Gauche et pour les Français. 🌹

# UESR : vers les municipales

Annulée le 18 janvier, en raison de l'occupation de l'espace François Mitterrand de Pont-de-Buis par des opposants au projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, l'Assemblée Générale de l'UESR (Union des élus socialistes et républicains) du Finistère s'est tenue le 1<sup>er</sup> février, dans les locaux du PS, à Brest.

Cette Assemblée Générale a permis de tirer un bilan de l'année écoulée et de rappeler le rôle joué par l'Union des élus dans les campagnes présidentielle et législatives.

Déjà, une série de formations pour les futurs candidats aux municipales ont été organisées, en particulier pour les élus d'opposition. « **Nous mettrons en place, en septembre 2013, un cycle de formation pour que les candidats disposent d'une bonne culture de la gestion publique locale, en particulier pour l'étude des budgets, la connaissance des**



François Marc : pour un débat dans chaque intercommunalité

**compétences des maires ou l'articulation du "couple" commune communauté** », a annoncé François Marc.

D'ailleurs, le président de l'UESR a insisté sur la dimension intercommunale des prochaines élections. « **Nous allons, dans les semaines qui viennent, proposer aux élus de se retrouver par communautés de communes afin de**

**jeter les bases d'un programme intercommunal** », a indiqué le président de l'UESR. Il faudra, en effet, avant de préparer les programmes communaux, disposer d'une trame de projet intercommunal.

Mais l'action de l'UESR ne se cantonnera pas à la préparation de 2014. François Marc a proposé, pour accompagner les municipalités dans la préparation du retour

de la semaine à quatre jours et demi, de mettre en place un observatoire finistérien des rythmes, de manière à faire partager les « **bonnes pratiques** ». Baptiste Bleunven, nouveau permanent de l'Union des élus, en remplacement de Marion Maury, assistante parlementaire de Chantal Guittet, a souligné l'importance du forum pour permettre le débat au sein de l'UESR. 🌸

En savoir plus : [www.uesr29.fr](http://www.uesr29.fr)

## Interview

# La Françafrique, c'est fini

Avec Sandrine Lemare-Boly

« **L'armée française est considérée, au Mali comme dans les pays limitrophes, comme une armée de libération et François Hollande est vu comme le président qui mettra fin aux réseaux de la Françafrique** », nous explique Sandrine Lemare-Boly du Bureau Fédéral de la Fédération des Français de l'Étranger du Parti Socialiste.

Sandrine Lemare-Boly réside au Sénégal depuis sept ans, elle y exerce en tant que coordinatrice de programme en ONG.

**Cap Finistère : Comment a été perçue l'intervention militaire française au Mali dans les pays voisins ?**

**Sandrine Lemare-Boly :** De manière très positive. Il fallait absolument stopper la progression des Islamistes vers Bamako. François Hollande avait déjà une très

bonne réputation ici. Il avait lavé l'affront du discours de Dakar de Nicolas Sarkozy qui avait insulté le pays qui l'accueillait, et au-delà l'ensemble de l'Afrique. François Hollande, par son discours de Dakar, devant le parlement sénégalais, avait déjà montré que les relations franco-africaines avaient vraiment changé et qu'il considérait les Africains comme des partenaires.

**Cap Finistère : La menace islamiste est-elle cantonnée au Mali ou les autres pays de la région étaient-ils menacés ?**

**Sandrine Lemare-Boly :** Non, toute la région est concernée : le Mali, bien sûr, et d'autres pays comme la Mauritanie et le Sénégal. En intervenant militairement, François Hollande a sauvé le Mali mais aussi toute cette partie de l'Afrique.

**Cap Finistère : Peut-on dire que cette intervention ouvre une nouvelle ère dans les relations franco-africaines ?**

**Sandrine Lemare-Boly :** La fin de la Françafrique était au cœur du discours

de François Hollande devant l'Assemblée Nationale sénégalaise. Le président français avait clairement annoncé la fin des réseaux occultes et des arrangements d'arrière-cuisines. Et c'est d'ailleurs son 58<sup>e</sup> engagement : « Je romprai avec la "Françafrique", en proposant une relation fondée sur l'égalité, la confiance et la solidarité ».

Ici, l'armée française est vraiment considérée comme une armée de libération. Elle n'est pas là pour exploiter les ressources naturelles du Mali mais pour éviter que des Islamistes prennent le contrôle du pays et fassent peser une menace sur toute la région. Lorsque les armées africaines pourront contrôler le pays et que la menace terroriste sera écartée, l'armée française se retirera. C'est à ce moment-là qu'on pourra vraiment mesurer la différence entre François Hollande et ses prédécesseurs. 🌸



# Agenda

**14 février**

**19h00 : Réunion du City group Quimper Cornouaille, au siège de la Fédération à Quimper.**

**15 février**

**18h00 : Assemblée générale de la 4<sup>e</sup> circonscription, salle du Cheval blanc à Plourin-lès-Morlaix.**

## Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1212P 11428  
N° 989 - Vendredi 8 février 2013  
[www.ps29.org](http://www.ps29.org) - [cap-finistere@wanadoo.fr](mailto:cap-finistere@wanadoo.fr)  
26B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER  
Tél. 02 98 53 20 22 - Fax : 02 98 53 12 20

Directeur de la publication : Marc COATANÉA

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON  
Tél. 02 98 43 44 39  
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère  
Tél. 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03

## S'abonner

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

**Abonnement**

**Réabonnement**

Abonnement pour un an : 20 euros  
Abonnement de soutien : à partir de 25 euros

Chèque à l'ordre de :  
Fédération du Finistère  
du Parti Socialiste

# En bref

## Groupe d'études mer, pêche et souveraineté maritime



Mercredi 23 janvier 2013, Annick Le Loch, députée de la 7<sup>e</sup> circonscription du Finistère, a été élue présidente du groupe d'études « Mer, pêche et souveraineté maritime ». Plus de 55 députés s'y sont inscrits !

Au cours de cette première réunion, le bureau a été constitué et les grands axes de réflexion et de travail à venir ont été évoqués. Ce groupe est un espace d'échange et d'expression pour les députés. Son activité peut également se traduire par l'organisation d'auditions ou par des prises de positions officielles sur les politiques menées ou envisagées par la France dans le domaine maritime. Enfin, des rencontres pourront avoir lieu avec les membres du groupe d'études sur la mer et le littoral du Sénat, présidé par la sénatrice du Morbihan, Odette Herviaux.

## Commissions fédérales



Suite au congrès de Saint-Pol-de-Léon, les commissions statutaires fédérales se sont réunies pour procéder à l'élection de leurs président-es.

La commission fédérale des conflits sera présidée par Jacques Juloux, de Clohars-Carnoët.

## Guipavas, Marianne d'or du civisme

Depuis 2007, pour chaque consultation électorale au niveau national, la Fédération nationale des associations d'anciens maires et adjoints de France (FAMAF), en collaboration avec l'association des maires de France (AMF), organise un concours de

participation électorale intitulé *Les Mariannes du Civisme*. À partir des résultats officiels des élections, il est procédé au classement des communes les plus civiques. Avec 74,97 % de taux de participation, Guipavas est classée première départementale sur les huit communes finistériennes de plus de 10 000 inscrits et obtient la médaille d'or.

## Hommage à Pablo Neruda

À l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire de la disparition du poète chilien Pablo Neruda, le Conseil général propose aux Finistériens de venir

découvrir la vie et l'œuvre de ce poète d'exception au travers de l'exposition qui se tiendra du 4 au 24 février 2013 à la Maison du Département 32, boulevard Duplex à Quimper.

« *Inoubliable Neruda* » : cette exposition exceptionnelle retrace l'œuvre littéraire de Pablo Neruda interprétée et revisitée par ses amis et ses admirateurs artistes du monde entier : Picasso, Miró, David Alfaro Siqueiros, Oswaldo Guayasamin...

Plus d'infos sur [www.cg29.fr](http://www.cg29.fr)

L'exposition est gratuite et ouverte à tous du lundi au vendredi de 8h30 à 17h30.

# Annonces légales & judiciaires

**SELARL BERTRAND QUENTEL**  
au capital de 7 624 euros  
120, rue de Kerervem - ZAC de Kergaradec III  
29490 GUIPAVAS  
Tél. 02 29 61 20 03

## COGEBAT

Société à Responsabilité Limitée  
au capital de 7 622,45 euros  
Siège social : 20, quai Commandant Malbert  
29200 BREST  
RCS BREST 419 035 217

## DISSOLUTION ANTICIPÉE

### L'ENCAS GS

Société à Responsabilité Limitée  
au capital de 2 000 euros  
Siège social : 28, chemin de Justices  
29000 QUIMPER  
SIRET 52473947100018 RCS QUIMPER

Aux termes du procès-verbal en date du 29 janvier 2013, l'Assemblée Générale Extraordinaire a :

- Décidé la dissolution anticipée de la société, à compter du 29 janvier 2013.

- Désigné en qualité de liquidateur, Monsieur GUNES SELCUK 3, place d'Écosse - 29000 QUIMPER.

- Fixé le lieu où la correspondance doit être adressée et celui où les actes et documents concernant la liquidation doivent être notifiés : au 3, place d'Écosse - 29000 QUIMPER.

- Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au Greffe du Tribunal de commerce de QUIMPER.

Pour avis,  
La Gérance.

**SELARL BERTRAND QUENTEL**  
au capital de 7 624 euros  
120, rue de Kerervem - ZAC de Kergaradec III  
29490 GUIPAVAS  
Tél. 02 29 61 20 03

## AMBIANCE DÉCO

Société à Responsabilité Limitée  
au capital de 8 000 euros  
Siège social : Rue André Colin  
ZAC de L'Hermitage  
29200 BREST  
RCS BREST 424 585 255

Aux termes de décisions unanimes en date du 24 janvier 2013, les associés de la société susvisée ont décidé d'étendre l'objet social à la prise de participations par tous moyens, apports, fusions, souscriptions, achats d'actions, de parts sociales, d'obligations et de tous droits sociaux, dans toutes sociétés ou entreprises créées ou à créer, la gestion d'un portefeuille de titres de participations, toutes prestations de services et plus particulièrement celles à caractère administratif, financier, commercial, technique, informatique et de gestion, le financement par voie de prêts, de cautionnement, d'avals, d'avances ou par tous autres moyens des sociétés et entreprises liées à la société ; et ont modifié en conséquence l'article 2 des statuts.

Pour avis,  
La Gérance.

## COOP LA PLOUGASTELLEN

Société Coopérative Agricole  
à Capital Variable  
Siège social : Pennanéc'h Tanguy  
29470 PLOUGASTEL DAOULAS  
777 592 064 RCS BREST

Aux termes des délibérations de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle en date du 27 février 2012, il a été nommé en qualité de nouvel administrateur Monsieur Joseph VIGOUROUX demeurant à PLOUGASTEL DAOULAS (29470) 7, Kerdraon Vraz, en remplacement de la société GAEC KERDRAON VRAZ, radiée du Registre du commerce et des sociétés en raison de sa dissolution-liquidation pour la durée restant à courir du mandat d'administrateur de ladite structure qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle qui serait appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos en 2013.

Dépôt légal au Greffe du Tribunal de commerce de BREST.

Pour avis.

## BREIZH DISTRI

SARL au capital de 7 500 euros  
1, rue Charles de Gaulle  
29420 PLOUVORN  
495 134 306 RCS BREST

Avis est donné de la démission de Monsieur Nicolas BRAUD de ses fonctions de co-gérant à compter du 2 janvier 2013.